

L'aveu d'Attal

écrit par Gilles La Carbona | 1 février 2024





Depuis le début de la mobilisation des agriculteurs, il y a une forme de pudeur à désigner nommément le responsable de cette situation. Les revendications sont claires, la souffrance est exprimée sans fard, et pourtant la retenue est de mise dès qu'il s'agit de citer la source du mal : **L'Europe.**

Attal, dans une vidéo saisie sur les réseaux sociaux, avoue qu'il ne peut rien faire car Bruxelles dirige tout.

"Ce n'est pas moi, Premier ministre de la France, qui peut annoncer pour l'Union européenne qu'on va bouger sur les jachères."

On se prendrait à soupirer de soulagement en se disant, enfin, si l'aveu n'était pas aussi cinglant de désespérance. La confession apparaît comme la libération d'une conscience

incapable de garder plus longtemps ce mensonge devenu insupportable. D'où vient cette peur de dénoncer le coupable ? Le sujet est encore tabou, pourtant avec la révélation du jeune premier ministre les réserves devraient s'effacer. **Cette Europe qui annonce fièrement, en pleine crise, avoir terminé les négociations commerciales du MERCOSUR, le libre échange avec l'Amérique du Sud, ce qui devrait permettre à la viande argentine et brésilienne d'inonder nos marchés.** La même qui, par la voix de son impératrice, **n'hésite pas à dire qu'elle peut détruire l'économie de la Hongrie, si cette dernière persiste à s'opposer à sa divine volonté.** Sa nocivité est sans complexe ni honte et c'est cette façon de procéder qu'elle affiche comme la quintessence de la démocratie, on a connu mieux. Que peut faire notre gouvernement contre cela ? Rien. Cette même Europe qui décide des jachères, des quotas, des façons de travailler et de produire, induisant des coûts d'exploitation de plus en plus exorbitants, tout en n'oubliant pas d'instaurer une taxe carbone sur les cheptels.

Punir nos producteurs en les faisant culpabiliser d'émettre du CO2, parce que nous devons être exemplaires et « sauver la planète », est la méthode habituelle des mondialistes, largement représentés à la tête de l'UE. On mesure à quel point l'Europe se moque des agriculteurs comme du reste des salariés d'ailleurs. Entre arrogance et mépris, ils décident et nos gouvernements ne font qu'appliquer. **Les paysans pourront rencontrer tous les ministres, et même Macron lui-même, rien ne changera en profondeur puisqu'il est maintenant clair, si cela ne l'était toujours pas pour certains, qu'ils ne dirigent rien, ou pas grand-chose.** L'impuissance publique enfin affirmée. Il est peut-être temps de cesser de minauder et de poser la question qui fâche. Veut-on rester dans cette organisation et poursuivre l'aventure européenne, sachant que ceux qui décident ne sont pas élus et n'écoutent jamais les peuples ? On ne peut pas éternellement se plaindre et demander des changements, ou

des modifications qui ne sont pas acceptées par Bruxelles et qui finiront aux oubliettes avec l'excuse bien commode du : « on n'a pas le choix ce sont des directives européennes ». Allons-nous supporter encore longtemps cette soumission ? Voilà l'unique question à se poser. Rien ne changera tant que nous n'aurons pas osé regarder le problème en face et dans sa profondeur. Nos indépendances alimentaire, énergétique, sociale, culturelle... sont à la merci de décisions que nous ne maîtrisons pas et qui sont systématiquement contraires aux intérêts nationaux, mais favorables aux lobbys.

La faillite de l'État est totale, consentie par les dirigeants et orchestrée par ceux qui veulent le pouvoir à des fins personnelles. La fonction de protection dévolue à l'entité « État » n'existe plus, d'où les aberrations que nous connaissons et qui entraînent depuis plus de 5 ans des conflits sociaux à répétition. Comment un pays peut-il avancer et prospérer dans un tel climat ? C'est impossible, sans calme, sans sérénité, il ne peut y avoir d'avenir et de confiance. Nous baignons dans le doute et le stress, faisant de notre mieux pour parer les coups et violences d'un système de plus en plus collectiviste et dirigiste, pompant sans relâche nos ressources et compensant ces pertes par des subventions et aides qui font de nous des assistés, tout en plombant un peu plus notre déficit.

Doit-on avoir peur d'un FREXIT ? Bien entendu les européistes convaincus vous martèleront que oui, comme ils avaient prédit l'effondrement de la Grande-Bretagne. Est-elle plus mal que nous ? Pas que nous sachions. Ils vous diront également que le prix à payer pour quitter la vertueuse Europe serait insupportable. Et la dette provoquée par les injonctions de la commission n'est-elle pas tout aussi intolérable ? Diluée sur plusieurs générations elle apparaît moins douloureuse et pourtant bien plus toxique. La France est le second plus gros contributeur financier du

systeme, pensez-vous que l'Allemagne, qui est en recession, demeurera dans ce « machin » comme l'aurait sans doute qualifié le Général de Gaulle, à supporter quasiment seule le poids du fonctionnement de l'UE ? Le DEXIT se fait déjà entendre outre Rhin. Si nous décidions de partir, ils suivraient. Que resterait-il des pénalités de sortie ? Rien, puisque l'Europe n'existerait plus. Lorsque vous empruntez un million d'euros vous dormez très mal, si vous empruntez plusieurs milliards, c'est votre banquier qui ne dort plus. Le coût d'une sortie de l'UE n'est pas un paramètre à prendre en considération, le seul qui soit à la hauteur de nos exigences est celui de la préservation de nos intérêts, de notre souveraineté. Laisser notre destin s'écrire par des personnes non élues et se plaindre éternellement des conséquences qui en découlent, ou s'adresser à des ministres qui possèdent le pouvoir de décision, car non soumis à des directives extérieures ? Reconnaissons à Attal le mérite d'avoir, peut-être par maladresse, levé le voile sur cette réalité en désignant l'unique responsable de ces catastrophes cumulées : l'Europe. Pour sortir de cette crise, ou ces crises, une seule solution, un référendum sur le maintien ou pas dans l'UE. Souvenons nous qu'avec intelligence, les Français avaient dit NON au référendum du 29 mai 2005.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire

□